

des comités, pour quoi faire ?

La gauche peut gagner. Mais pas n'importe comment. Pas en tentant la gageure de tenir un discours capable de séduire à la fois une partie du gaullisme et l'essentiel de l'extrême gauche, en parfumant le tout pour faire bonne mesure d'un brin d'écologie, et de fédéralisme. Les plus subtiles analyses électorales oublient le plus souvent ce fait brut, énorme, essentiel : le décalage entre une conscience de classe s'affirmant dans les luttes économiques et sociales et son expression sur le terrain électoral.

La seule question importante à laquelle la gauche doit répondre est celle-ci : **pourquoi des travailleurs, des usagers, des consommateurs qui savent identifier leur adversaire direct ne font-ils pas la même démarche sur le plan politique ?**

A cette question, il n'est qu'une réponse possible : créer les conditions d'une jonction entre la lutte sociale et la lutte politique. Et par conséquent, l'objectif d'une mobilisation populaire, loin d'être avancé seulement comme une perspective à engager le 20 mai, au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche, est dès maintenant la condition première de cette victoire.

C'est en fonction de cette analyse politique qu'il faut poser le problème des différents « comités » cette campagne. Leur nom importe peu. Ce qui compte, c'est le projet politique qui les sous-tend. Et sur ce point, notre dernier Conseil national a insisté sur trois points essentiels :

trois points

1/ Si l'on affirme que **la mobilisation populaire** est une condition nécessaire de la victoire, ce ne sont pas de simples comités « électoraux » qui peuvent remplir cette fonction. Des ouvriers, des paysans, des consommateurs ne seront pas gagnés à une prise de conscience des enjeux réels, parce qu'on leur proposera de signer des pétitions. Ils le seront si l'on part de leurs problèmes, de leurs luttes antérieures ou actuelles et si on leur propose une stratégie capable d'unifier leur représentation sociale et leur représentation politique, la lutte électorale étant un moment d'une bataille plus large. Sur ce point, les propositions des militants du PSU en termes de stratégie, de contrôle et de projet de société autogestionnaire ont un rôle déterminant à jouer.

2/ Si l'on affirme que **l'unité populaire** est aussi la condition de la victoire, il faut en prendre les moyens. Or, cette unité, compte tenu des divergences qui traversent le mouvement ouvrier, ne peut être acquise que sur la base d'un débat approfondi. Encore faut-il réunir les conditions de ce débat. Personne ne comprendrait que le PSU, qui a fait le choix de l'unité, se contente ensuite de créer ses propres comités (sorte de comités « rouges » au sein desquels la confrontation avec les autres courants du mouvement ouvrier se trouverait automatiquement rendue impossible). Si l'on pense sérieusement que l'autogestion, le contrôle ouvrier et populaire peuvent devenir des objectifs qui concernent le mouvement ouvrier dans son ensemble, il faut être en état de les proposer et de les expliquer à tous ceux qui précisément n'adhèrent pas aujourd'hui à ces perspectives.

3/ **Le dernier Conseil national du PSU a lié**

étroitement deux objectifs : tout faire pour la victoire de la gauche et tout faire pour que cette victoire ouvre de réelles perspectives aux luttes des travailleurs. Le deuxième objectif n'a de sens que si le premier est effectivement pris en charge, pour cette simple et évidente raison que la victoire de la gauche constitue un moyen de déblocage économique et politique pour les luttes des travailleurs. Nous ne pouvons donc nous contenter de faire campagne sur le thème : **que faire si Mitterrand gagne ?** et cela en simple observateur d'une situation. Par ailleurs, nous savons bien que si la gauche l'emporte, seuls seront écoutés pour l'avenir ceux qui auront tout fait pour la victoire. Si elle perd ces élections, les objectifs du PSU définis dans la proposition d'une unité d'action de toutes les forces anticapitalistes prendront une importance nouvelle face à une bourgeoisie recomposée autour de Giscard. C'est dire que les comités mis en place au cours de la campagne devront rester des structures de lutte unitaire pour le combat anticapitaliste qui s'engagera inévitablement.

Telle est l'attitude du PSU définie lors du dernier Conseil national. Elle n'est que l'application précise de notre stratégie du contrôle ouvrier et populaire et du développement nécessaire de l'unité populaire.

JEAN LE GARREC ■